

Flash ISP

Août 2009

Le système de santé britannique en butte aux critiques des Américains : UNISON contre-attaque

Le plan de réforme de la santé <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23172>>

annoncé par Obama est vivement contesté par les opposants aux réformes, qui ont fait du service national de santé britannique (NHS) l'objet de leurs critiques.

L'affilié de l'ISP UNISON a envoyé une « fiche d'information

<http://www.unison.org.uk/file/US_factsheet.pdf> » sur le NHS à ses homologues américains, parmi lesquels les syndicats affiliés à l'ISP : SEIU, AFSCME, AFGE, AFT, International Brotherhood of Teamsters, Utility Workers Union of America and United Electrical, Radio and Machine Workers of America.

Le Secrétaire général de UNISON, Dave Prentis, a déclaré, en évoquant la mauvaise représentation du NHS aux Etats-Unis :

« Comme beaucoup d'autres personnes au Royaume-Uni, je dois la vie au NHS. Nous sommes scandalisés par les mensonges grossiers et les propos erronés qui circulent aux Etats-Unis au sujet du système britannique. Un système de santé universel gratuit est une institution dont nous pouvons tous être fiers car c'est la marque d'une société civilisée et humaine.

Les Britanniques aiment leur système de santé parce qu'il est toujours là lorsqu'ils en ont besoin. Indépendamment des revenus des patient-e-s, le NHS leur offre une grande tranquillité d'esprit, même lorsque la situation économique n'est pas favorable, comme c'est le cas actuellement. Aux Etats-Unis, une personne qui perd son emploi perd aussi son assurance de santé.

« L'Amérique est peut-être la nation la plus riche du monde, mais presque 50 millions de personnes n'ont pas de couverture santé. Le président Obama mériterait donc d'être félicité pour essayer de réformer le système de santé ».

Cliquez ici <http://www.unison.org.uk/international/pages_view.asp?did=9234> pour lire l'article de UNISON.

Cliquez ici <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8198084.stm>> pour en savoir plus en accédant au site Internet de la BBC.

Exprimez votre solidarité et apportez votre soutien au NHS en allant sur

[<http://twitter.com/search?q=%23WeLoveTheNHS>](http://twitter.com/search?q=%23WeLoveTheNHS)

Poursuite des protestations au Honduras

Au Honduras, presque deux mois après le coup d'Etat du 28 juin, les syndicalistes, les mouvements populaires et les organisations de la société civile continuent à défier le régime de facto et l'armée en manifestant, en organisant des marches de protestation et des grèves, malgré une répression virulente. Au ministère national des Femmes, 16 employé-e-s ont fait l'objet d'une « exclusion temporaire » du travail fin juillet, en raison du manque de fonds pour payer leur salaire, mais ces employé-e-s affirment

que la ministre de facto, Marta Díaz Velásquez, a déclaré qu'elle ne « pouvait pas travailler avec des gens dont les opinions politiques étaient contraires aux siennes ».

Des travailleurs/euses du secteur public qui participaient aux actions de protestation ont été arrêtés et, dans certains cas, maltraités par les militaires ; des violations de domicile ont été commises chez des dirigeants syndicaux et les syndicats qui soutiennent la protestation ont fait l'objet de menaces. Le 8 août, Juan Gabriel Figueroa Tomé, employé municipal de 30 ans à Choloma, non loin de San Pedro Sula, la deuxième plus grande ville du Honduras, a été tué en participant à un mouvement de protestation. Malgré tout, les grèves générales et les actions de protestation continuent. Cliquez ici <<http://www.worldpsi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23225>> pour plus de détails.

Déclaration syndicale trinationale sur l'ALENA

Des syndicats de travailleurs/euses du Canada (Congrès du travail du Canada), du Mexique (UNT) et des Etats-Unis (AFL-CIO) ont publié une déclaration conjointe à l'occasion du Sommet des dirigeants de l'ALENA tenu à Guadalajara, au Mexique, les 9-10 août 2009.

Depuis 15 ans, l'ALENA est présenté comme un moyen de créer des emplois et d'offrir de meilleurs emplois dans la région tout en réduisant l'émigration des Mexicains vers les Etats-Unis et le Canada. Cependant, l'ALENA n'a pas créé les emplois promis. Au lieu de cela, l'augmentation du commerce a largement profité aux élites patronales des trois pays.

La crise économique actuelle n'a fait qu'aggraver des conditions économiques et sociales déjà difficiles dans les pays de l'ALENA, et les gouvernements doivent prendre des mesures pour y faire face. Il s'agit notamment de reconstruire l'infrastructure, en recourant à des sources d'énergies propres et renouvelables, de recommencer à réglementer le secteur financier, de réformer les lois sur le travail et de renforcer les services publics. La déclaration syndicale mentionne d'autres problèmes urgents, tels que la réforme du droit du travail, la migration et le développement, ainsi que la promotion de la primauté du droit.

Les syndicats concluent leur déclaration de la manière suivante : « Il est temps de réviser nos relations et d'opter pour un chemin fondé sur la croissance économique et le développement durable. Nous espérons que le Sommet des chefs donnera l'occasion de dresser un nouveau plan pour l'Amérique du Nord qui rendra notre région compétitive, durable et équitable et qui engagera nos organisations à collaborer ensemble pour que ce plan se matérialise ».

Cliquez ici pour accéder à l'intégralité de la déclaration : espagnol <<http://www.worldpsi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=26157>> , anglais <<http://documents.clc-ctc.ca/International/NAFTA-Declaration-2009-08-EN.pdf>> , français <<http://documents.clc-ctc.ca/International/NAFTA-Declaration-2009-08-FR.pdf>>

Travail décent pour les employé-e-s domestiques : faut-il inclure les travailleurs/euses de la santé, du secteur social et des services municipaux dans la catégorie des employé-e-s domestiques ?

Fin juin 2009, l'ISP a envoyé une circulaire à ses affiliés intitulée « travail décent pour les employé-e-s domestiques » suite à la proposition de l'OIT de créer une convention concernant les employé-e-s domestiques. Dans cet objectif, l'OIT avait soumis un questionnaire à ses membres pour connaître leur opinion sur la forme et le contenu de l'éventuelle convention. Les conseils de la CSI pour remplir le questionnaire étaient joints à la circulaire de l'ISP. Nous vous rappelons que la date limite de réception des réponses au questionnaire est le 31 août 2009 et nous vous invitons à contacter votre centrale syndicale au plus vite afin que votre point de vue sur une possible convention de l'OIT concernant les

employé-e-s domestiques soit pleinement pris en compte dans le questionnaire. Nous vous incitons également à remplir ce questionnaire et à le renvoyer à l'adresse [<rights@world-psi.org>](mailto:rights@world-psi.org). Vos réponses permettront d'enrichir et de coordonner notre travail sur cette question.

Vous pouvez cliquer sur ces liens pour télécharger la circulaire de la CSI <http://www.world-psi.org/Content/ContentGroups/English7/Equality_and_Rights/Equality_equality_diversity1/Campaigns3/Do_mestic_Workers_Convention/FR_ITUCCircular_DWC_June2009.pdf> relative au questionnaire, le questionnaire <http://www.world-psi.org/Content/ContentGroups/English7/Equality_and_Rights/Equality_equality_diversity1/Campaigns3/Do_mestic_Workers_Convention/FR_ITUCQuestionnaireGuidance_DWC_June2009.pdf> lui-même et les conseils de la CSI <http://www.world-psi.org/Content/ContentGroups/English7/Equality_and_Rights/Equality_equality_diversity1/Campaigns3/Do_mestic_Workers_Convention/FR_ITUCQuestionnaireGuidance_DWC_June2009.pdf> pour le remplir. Les réponses au questionnaire donneront le ton de la première discussion de la Conférence internationale du travail en 2010.

Guyana : un syndicat refuse l'usage des détecteurs de mensonges pour les fonctionnaires

Les fonctionnaires du Guyana rejettent la récente décision du gouvernement d'utiliser des détecteurs de mensonges dans les institutions publiques.

Treize personnes ont été licenciées depuis le début de l'année 2009 après avoir échoué au test du détecteur mis en place par le gouvernement pour juguler la corruption.

Patrick Yarde, président du syndicat des services publics du Guyana (GPSU), affilié à l'ISP, attire l'attention sur le fait qu'aucun ministre du gouvernement, secrétaire permanent ou responsable politique n'a été contraint de passer le test. « C'est deux poids, deux mesures », déclare-t-il.

Les tests sont pratiqués sur le personnel douanier de la brigade des stupéfiants, sur les agents de l'aéroport international Cheddi Jagan, sur la brigade des stupéfiants de la police et sur les employé-e-s de l'Agence de l'énergie du Guyana.

Le GPSU a précisé qu'il n'y avait pas eu de rencontre pour recueillir l'opinion publique sur ces tests, dont on sait qu'ils sont inexacts et soumis à certaines limitations.

Pour en savoir plus, allez sur [<http://gpsu.org/>](http://gpsu.org)

Soutien largement majoritaire des Canadiens en faveur du système public de santé

L'Association médicale canadienne (AMC) essaie de persuader les Canadiens/ennes de la nécessité de privatiser le système public de santé, mais un nouveau sondage réalisé par l'institut Nanos Research de Toronto révèle un soutien considérable (86,2%) en faveur du renforcement du système public de soins plutôt que de développer des services rentables.

« Plus de 8 Canadiens/ennes sur 10 sont favorables à des solutions publiques pour renforcer le système de santé, ce qui montre incontestablement que les Canadiens/ennes, tous niveaux démographiques confondus, préfèrent un système de santé public plutôt qu'un système basé sur la rentabilité », précise Nik Nanos, président de l'institut Nanos Research.

L'agence Nanos Research a été chargée par la Coalition canadienne de la santé, un groupe indépendant favorable au système public de santé au Canada, de réaliser une enquête téléphonique par numérotation aléatoire auprès de 1001 Canadiens/ennes entre le 25 avril et le 3 mai.

Par ailleurs, le gouvernement canadien a publié son rapport, intitulé « Les Canadiens et les Canadiennes en santé - Rapport fédéral sur les indicateurs comparables de la santé 2008 <<http://www.hc-sc.gc.ca/hcs->>

[sss/pubs/system-regime/2008-fed-comp-indicat/index-fra.php](http://www.hc-sc.gc.ca/sss/pubs/system-regime/2008-fed-comp-indicat/index-fra.php) », qui révèle également que la plupart des Canadiens/ennes (85,2%) âgés de 15 ans et plus déclarent être « très satisfaits » ou « assez satisfaits » de la fourniture de l'ensemble des services de santé, une appréciation qui reste inchangée depuis 2005.

Michael McBane, le coordinateur national de la Coalition canadienne de la santé, précise : « Tout au long de notre campagne, les Canadiens/ennes nous ont dit qu'ils voulaient que le système de santé reste public et que des solutions purement canadiennes soient trouvées pour l'améliorer. Ils ont également déclaré qu'ils rejetaient en bloc la proposition du Dr Ouellet [Président de l'AMC] de doter le pays d'une médecine à l'américaine, à deux vitesses. C'est également ce que nous apprend ce sondage. Un pourcentage de 86% de personnes représente une partie significative de la population. Il est étonnant de voir à quel point le Dr Ouellet est éloigné des attentes de la majorité des Canadiens/ennes ».

Pour plus d'informations, allez sur <http://www.medicare.ca./new-poll-shows-overwhelming-support-for-public-health-care> <<http://www.medicare.ca./new-poll-shows-overwhelming-support-for-public-health-care>>

L'ASU lance une pétition en faveur des droits de l'homme pour proscrire la peine de mort

L'affilié australien de l'ISP Australian Services Union (ASU) a lancé une pétition nationale appelant à proscrire la peine capitale afin de protéger les Australiens/ennes de la peine de mort aussi bien sur leur territoire qu'à l'étranger.

La pétition appelle le Parlement australien à interdire le recours à la peine capitale à l'encontre de citoyens/ennes australiens/ennes, quel que soit le lieu où ils se trouvent, et à améliorer le programme actuel de rapatriement. La pétition a pour objectif de faire rapatrier en Australie tous les citoyens/ennes australiens incarcérés à l'étranger.

Allez sur la page Internet de l'ASU ([<http://www.asu asn.au/campaigns/humanrights.html>](http://www.asu asn.au/campaigns/humanrights.html)) pour vous associer à la pétition et la signer (en ligne ou sur papier).

L'ASU travaille avec des groupes d'intérêt tels que le comité « Make the Death Penalty History » (Abolissons la peine de mort) de Victoria.

Pour de plus amples informations, contactez Greg McLean : [<mailto:gmclean@syd.asu.asn.au>](mailto:gmclean@syd.asu.asn.au)

Royaume-Uni : les travailleurs/euses du secteur public connaissent mal le montant de leur retraite

Une étude récente révèle que moins d'un tiers des travailleurs/euses du secteur public britannique connaissent le montant de leur retraite finale. L'étude, menée par le consultant en gestion des retraites de l'agence Hymans Robertson, indique que seulement 29,7% des 1809 travailleurs/euses du secteur public interrogés ont déclaré connaître le montant de leur retraite finale. Un tiers des personnes questionnées se sont dites mécontentes de l'information relative à leur régime de retraite, le chiffre s'élevant jusqu'à 42% pour les personnes qui travaillent dans le système public de santé NHS.

L'étude indique également que quatre personnes interrogées sur cinq pensent travailler au-delà de l'âge habituel de la retraite ; 27% de ces personnes, âgées d'environ soixante ans, disent envisager de travailler jusqu'à 70 ans pour sauvegarder leur retraite.

Plus de la moitié (54%) des travailleurs/euses du secteur public pensent que les travailleurs/euses du secteur privé ont les mêmes conditions de travail et de retraite, ou qu'ils/elles ont de meilleurs revenus. Un travailleur/euse du secteur public sur dix pense qu'il percevra moins d'argent que ses homologues du privé au moment du départ à la retraite.

« Il est également inquiétant de constater que 30% des employé-es du secteur public interrogés n'ont pas de plan de retraite public, et que ces travailleurs/euses sont en grande majorité les moins aisés : 46% des personnes interrogées, dont l'ensemble des biens s'élève à moins de £20.000, ont déclaré n'avoir aucun plan de retraite public ».

Selon John Wright, chargé de la consultation sur le secteur public à l'agence Hymans Robertson, il faudrait que les employeurs du secteur public communiquent mieux sur les prestations qu'ils assurent. « Les employeurs doivent s'engager davantage auprès des syndicats et d'autres organes représentatifs en mettant en place des ateliers et des groupes de travailleurs/euses ciblés. Non seulement les membres doivent avoir une vision plus claire du montant total des prestations qu'ils reçoivent, mais il faut en outre les encourager à évaluer leurs prestations »"

Pour en savoir plus : <http://www.hymans.co.uk/media/pressreleases/Pages/PSResearch.aspx>
<<http://www.hymans.co.uk/media/pressreleases/Pages/PSResearch.aspx>>

Pour lire le rapport de l'étude, cliquez ici :

<http://www.hymans.co.uk/knowledgecentre/InvestmentSurveys/Documents/Public%20sector%20survey%20final.pdf>
<<http://www.hymans.co.uk/knowledgecentre/InvestmentSurveys/Documents/Public%20sector%20survey%20final.pdf>>

La Jamaïque sur le point de contracter un emprunt auprès du FMI

Alors que le pays accuse la nouvelle selon laquelle le gouvernement envisage d'emprunter de l'argent au Fonds monétaire international (FMI), un avertissement a été lancé aux Jamaïcains pour qu'ils se préparent à vivre des moments difficiles. Cet avertissement émane de l'opposition parlementaire et des analystes financiers, qui étudient les répercussions que pourra avoir la décision du gouvernement de demander un crédit de réserve au FMI.

Les opposants à cet emprunt craignent, entre autres, une réduction considérable des dépenses de l'Etat, étant donné que le gouvernement agira sous pression afin d'atteindre ses objectifs fiscaux. Cela risque également d'accentuer le découragement qui pèse sur l'économie déjà fragile.

Entre-temps, les syndicats se sont montrés sceptiques suite aux déclarations du Premier ministre Bruce Golding et du ministre des Finances Audley Shaw promettant qu'il n'y aura pas de suppression de postes dans le secteur public une fois que l'accord avec le FMI sera signé. D'après les syndicats, compte tenu des conditions définies jusqu'alors par l'agence de prêt multilatérale, il ne faudra pas attendre longtemps avant que les travailleurs/euses rémunérés par le gouvernement commencent à perdre leur emploi.

Pour plus d'informations, allez sur <http://www.radiojamaica.com/content/view/20010/52/>
<<http://www.radiojamaica.com/content/view/20010/52/>>

La réaction du syndicat est sur http://www.go-jamaica.com/news/read_article.php?id=11086
<http://www.go-jamaica.com/news/read_article.php?id=11086>

Une nouvelle base de données sur Internet pour connaître les tarifs douaniers de l'OMC

Une information détaillée sur les droits de douane est désormais accessible sur le site Internet de l'OMC grâce à une nouvelle base de données, la Fonction de téléchargement des données tarifaires de l'OMC. Les utilisateurs/trices ont maintenant la possibilité de consulter les taux de droit des membres, tels qu'ils sont effectivement perçus, ainsi que les taux maximaux consolidés et, dans de nombreux cas, les importations, jusqu'à un niveau élevé de détails. Allez sur

http://www.wto.org/french/news_f/news09_f/tar_09jul09_f.htm
<http://www.wto.org/french/news_f/news09_f/tar_09jul09_f.htm>

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>